Questions orales

[Traduction]

LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES PROPRIÉTAIRES DE MAISON

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au même ministre. D'après le rapport paru aujourd'hui, les réactions varient d'une personne à l'autre. Il est donc difficile de savoir exactement combien de personnes risquent d'avoir des problèmes de santé à cause de la mousse. Étant donné que plus de 100,000 maisons ont été isolées avec de la mousse d'urée-formaldéhyde, dont plus de 40,000 dans le cadre du Programme d'isolation thermique des maisons canadiennes, sous l'égide du gouvernement fédéral, le ministre pourrait-il garantir à la Chambre que le programme qu'il annoncera aujourd'hui ou demain visera à résoudre les difficultés financières très graves que ces 100,000 Canadiens doivent au gouvernement?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, je voudrais apporter immédiatement quelques corrections au préambule de l'honorable député, qui parle de 100,000 maisons. Il est plutôt question de 80,000 maisons. Deuxièmement, l'honorable député parle de la responsabilité du gouvernement qui aurait induit en erreur les propriétaires. Il n'en est pas ainsi, il le sait très bien. La publicité au sujet de l'isolation des maisons n'était pas une publicité faite précisément pour ce produit. Mais indépendamment de ces deux erreurs de l'honorable député, je peux assurer ce dernier que le gouvernement assumera ses responsabilités et annoncera dans les prochains jours un programme qui s'adressera à toutes les victimes de ce produit.

[Traduction]

ON DEMANDE AU MINISTRE DE FAIRE UNE DÉCLARATION AU PARLEMENT

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, le ministre sait—et s'il ne le sait pas, il pourra le demander au ministre chargé du logement—que la mousse isolante d'urée-formaldéhyde a été autorisée et qu'elle porte un numéro d'approbation délivré par la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du programme d'isolation des maisons. S'il ne s'agit pas là d'une responsabilité de la part du gouvernement, je ne sais vraiment pas ce qu'il vous faut. Le ministre a dit que le gouvernement a une responsabilité morale. Peut-il nous promettre de faire une déclaration à la Chambre afin que nous puissions lui répliquer comme il se doit?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, je suis présentement en consultation avec l'industrie et les gouvernements provinciaux, et je n'ai pas l'intention d'annoncer le programme pour autant que le gouvernement canadien est en cause, tant que mes consultations ne seront pas terminées. Donc, je ne peux assurer l'honorable député que je rendrai public le programme du gouvernement canadien avant la fin de la semaine. Il est évident que je ferai mon possible pour le faire d'ici la fin de la semaine, mais je pense que l'honorable député ne voudra pas priver les propriétaires de maisons qui recevront de l'aide financière du gouvernement de l'annonce de cette aide dans les

prochains jours indépendamment du fait que la Chambre siège ou non.

* * *

● (1430)

[Traduction]

LE BUDGET

LES RÉPERCUSSIONS SUR LES RÉGIMES D'ASSURANCE-MALADIE ET D'ASSURANCE DENTAIRE DES TRAVAILLEURS SYNDIQUÉS

M. Girve Fretz (Érié): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail. A-t-il présenté des instances officielles au ministre des Finances pour qu'il supprime l'imposition du régime d'assurance-maladie et d'assurance dentaire dont bénéficient les travailleurs syndiqués, jusqu'à expiration des conventions collectives en vigueur?

L'hon. Chas. L. Caccia (ministre du Travail): Non, madame le Président, je n'ai fait aucune démarche officielle, mais j'ai signalé le problème au ministre.

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS NON SYNDIQUÉS

M. Girve Fretz (Érié): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à adresser au même ministre. S'il n'a fait aucune démarche officielle au nom des travailleurs syndiqués, a-t-il présenté une demande officielle au nom des travailleurs non syndiqués qui bénéficient de régimes dentaires et d'assurance-maladie par l'entremise de leur employeur?

L'hon. Chas. L. Caccia (ministre du Travail): Madame le Président, il est inutile d'établir une telle distinction. Des démarches peuvent être faites, et je les ferai n'importe quand, au nom des travailleurs canadiens susceptibles d'être touchés par l'une des dispositions budgétaires; c'est pourquoi j'ai signalé ce problème particulier au ministre des Finances.

Je profite de ce que j'ai la parole, madame le Président, pour ajouter quelque chose à la réponse que j'ai donnée vendredi dernier au député. Par mégarde, je n'ai répondu qu'à la moitié de sa question en disant oui et j'ai omis de répondre à l'autre moitié en ne disant pas non. C'est ce que je vais faire. J'espère qu'après avoir rattrapé cet oubli involontaire, j'ai au moins éveillé le sens de l'humour du député.

Des voix: Bravo!

* * *

LES CHEMINS DE FER

L'AUGMENTATION DES PRIX DU TRANSPORT DU BOIS DE CONSTRUCTION

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. L'industrie du bois de construction dans le nord de l'Ontario traverse une crise grave comme on peut en juger par le nombre de fermetures de scieries, la multiplication des licenciements et l'accumulation des stocks. J'aimerais donc savoir si le ministre ne pourrait pas utiliser son pouvoir de persuasion pour amener le Canadien National à reporter d'au moins six mois l'augmentation sensible du prix du transport du bois de construction que la société nationale a annoncée. Cette augmentation sera de 11 p. 100 à compter du 1^{er} janvier prochain et de 5 p. 100 supplémentaire le 1^{er} juin suivant. Les entreprises de ce secteur ne peuvent absolument pas faire face à ces augmentations qu'elles ne peuvent répercuter, car cela entraînerait davantage